

L'équilibre druze dans le chaudron des guerres

Par Jonas Marko, au Liban et en Syrie

Dans les montagnes frontalières de la Syrie, du Liban, d'Israël et de la Jordanie, près de million de Druzes, minorité religieuse, mènent une vie rythmée par les opportunités de survie.

Les grandes prairies vallonnées d'Hasbaya fleurissent en abondance. Des coquelicots pointillent de rouge cette région montagneuse du sud du Liban, ensevelie sous une nappe de printemps. Quelques détonations tirent de longs filets de fumée. Ni les frappes ni les coups de feu ne rompent la quiétude du lieu. À Hasbaya, où deux tiers des habitants appartiennent à la minorité religieuse druze, la guerre semble passer au-dessus des têtes. Comme si ces Druzes libanais n'étaient pas concernés par la vision de leur pays évincé, des villages rasés et des terres brûlées au phosphore blanc. Comme s'ils sentaient qu'ils ne seraient jamais, à leur tour, des «déplacés du sud».

La guerre d'Israël au Liban a emporté le sud entier jusqu'au fleuve Litani. Depuis le dernier cessez-le-feu, le 16 avril, les Druzes d'Hasbaya observent de haut

les plus de 2.000 personnes décédées en deux mois et demi de conflit. La ville siège hois du temps, rare position frontalière encore debout, où la population vit sans crainte les chars israéliens, le survol des drones et le pillonnage quotidien de l'aviation. Ce fief druze fait pourtant face au plateau du Golan, une des zones les plus disputées de la région. Zone stratégique par sa position dominante sur la Galilée et la plaine de Damas, ses sources d'eau et son sol riche. Le Golan, historiquement syrien, est sous occupation israélienne depuis 1967. Puis sera annexé par ce même acteur en 1981, malgré la condamnation de l'ONU. Vingt-cinq mille Druzes syriens y vivent encore. Pour l'État hébreu, cette population ne constitue pas une menace. Tout au plus un relais captif.

Kamal, un militant druze progressiste d'une trentaine d'années flottant dans une chemise à carreaux bien trop grande pour lui, observe des bunkers israéliens en métal froid qui aplatisent la crête des montagnes libanaises, à un kilomètre à vol d'oiseau. «De l'autre côté, il faut s'imaginer des Israéliens et des Druzes s'amuser dans la station de ski.

Ou se balader sereinement sur les sentiers. Ils profitent des jouissances du mont Hermon. Alors que nous, Druzes du Liban, chrétiens et musulmans, frères d'un pays en sang, sommes piégés dans cette caverne sous une pression écrasante et constante. Il y a un an, la majorité des Druzes du Golan préféraient encore garder leur nationalité syrienne et refusaient l'israélienne. Les choses changent vite. De plus en plus se laissent séduire par les avantages d'être israélien. Ils y trouvent une sécurité. Une garantie de passer à travers les guerres. Mais tout à un prix. Ils ne le savent pas encore, mais ils ont vendu leurs terres. Nos terres.»

La survie dans un chaudron

Les Druzes d'Hasbaya se disent «loin d'être dupes». Ils anticipent un scénario d'occupation israélienne permanente de leur ville et d'autres localités du Liban. Ils pensent que le scénario du plateau du Golan se répètera et que l'occupation s'étendra à toutes leurs terres frontalières: ...

A Soueida en Syrie, des combattants de la garde nationale druze, bras armé d'un rêve d'indépendance.



... «Avec cette idée en tête, il nous est impensable de condamner fermement les agressions israéliennes au Liban tant le rapport de force est déséquilibré. Nous adoptons une stratégie du minimum, de la résilience, que l'on peut qualifier de lâche, je le comprendrais. Mais elle a le bénéfice de nous apporter une possibilité de paix. Même dans le pire des scénarios. C'est ça la politique druze. Un équilibre de survie dans un chaudron, à l'épicentre des conflits.»

Ce mutisme traverse la vallée druze. Peu oserait évoquer la guerre, ses horreurs qui ont emporté plus de 80 secouristes libanais, cibles assumées de l'armée israélienne, ni critiquer le plan militaire de Tsahal qui prévoit d'occuper 15% du Liban. Les chefs religieux d'Hasbaya, des cheikhs hautement estimés, restent taicieux malgré leur rôle de boussole communautaire. «C'est inhabituel. Quand un représentant religieux ne vous parle que de religion, c'est qu'il évite de parler des sujets qui fâchent», en déduit Kamal à voix basse.

Un porte une longue barbe blanche hisout et le laïlé, un turban blanc enroulé autour d'un coussin, chef rouge. Réputé sévère et conservateur, il enchaîne les tirades sur des textes sacrés que seuls des initiés «de sang druze», formés pendant des décennies, ont pu parcourir. Le cheikh évoque l'unitarisme, l'union à travers des «frontières factices

Pour les religieux druzes d'Hasbaya, le mutisme sur les enjeux politiques est une question de survie.



«La survie dicte les alliances. La morale passe après.»

de l'Occident», sans condamner l'Etat hébreu, fait rare pour un Libanais. Plusieurs détonations se propagent dans la vallée. Elles ne lui font pas dévier. «Il n'y a aucune raison de nous attaquer. Nous sommes pacifiques. Nous ne voulons que vivre en paix.» Son acolyte, silencieux pendant deux heures, acquiesce avec assez de vigueur pour faire bondir son épaisse moustache.

L'opacité et le mutisme des chefs religieux druzes nourrissent les fantasmes partout où les Druzes sont implantés. Certains y voient une stratégie de survie dans un Moyen-Orient habitué aux embarras, aux ingérences étrangères et aux groupes extrémistes. «La politique druze, c'est de ne jamais quitter ses terres. Elles sont trop sacrées. Les gouvernements, Etats et forces armées se succèdent, fleurissent puis fanent systématiquement. Mais pas les terres druzes», affirme Hasam, professeur de droit à Beyrouth, aujourd'hui retraité.

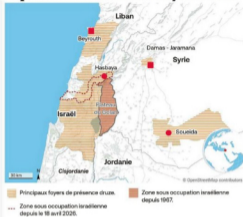
D'autres y lisent une politique de l'opportunisme. C'est Javis de Kamal, qui rejette et condamne «les dogmes religieux «conservateurs» de sa communauté. «La politique druze actuelle, comme depuis toujours, est à l'image de nos routes de montagne qui mènent à nos terres. Serpenteuses. Nos leaders ont soutenu Bachar al-Assad, le Hezbollah, les milices chrétiennes, Israël. Parfois plusieurs à la fois. Parfois aucun. Nos alliances se font et se défont au gré des rapports de force, des menaces et des intérêts du moment. Là où d'autres communautés s'enferment dans des alliances durables, les Druzes ont fait de cette souplesse une règle de survie. Sous leur bannière d'unitaristes religieux, ils ont appris à se placer dans le sens du vent.»

Une neutralité revendiquée, parfois au prix d'une hostilité ouverte avec un Etat, une communauté religieuse voisine, ou d'autres factions druzes avec des intérêts sensiblement divergents. Mais un Druze rappellera toujours qu'il se veut pacifiste. «Ce n'est pas toujours vrai. Je connais peu de pacifistes qui planquent des armes sous leur moustache», réplique Kamal.

Le Prince et le faiseur de rois

La route escarpée de la montagne beyrouthine serpente sur plusieurs kilomètres. A mesure que les virages s'enchaînent, la vue sur la capitale s'élargit, comme si ces hauteurs druzes en prenaient l'ascendant. En contrebas, Beyrouth

Répartition des Druzes au Moyen-Orient



se laisse observer à distance, secouée par l'afflux de déplacés libanais venus du sud. Au bout des coudes de bitume, un château murallé du XVI^e siècle annonce qu'ici, un seigneur régnait.

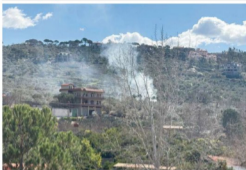
Ce seigneur est un «Prince» druze, Talal Arslan, héritier de la famille semi-millénaire du même nom, leader du Parti démocratique libanais et ancien ministre de diverses compétences, incarne l'un des deux pôles druzes du Liban. Le pouvoir communautaire y reste dominé par les Arslan et surtout par les Joumlabt. «On peut opposer un pôle joumlabite à l'héritage socialiste et réformiste, et un pôle arslan à l'ancrage plus conservateur et aristocratique. Mais réduire cette rivalité à un simple clivage gauche-droite serait trompeur, tant la politique druze au Liban relève aussi des lignées, des clientèles et des alliances régionales. Chez les Druzes du Liban, la rivalité oppose moins la droite à la gauche que deux lignées du pouvoir d'un côté le Prince, de l'autre le Socialiste», décrypte Rami Abou Diab, docteur en géopolitique et spécialiste de la question druze.

Passée la grande porte fortifiée du fief Arslan, une dizaine d'hommes arpentent les couloirs, mais à la ceinture, arme dans l'état. Dans une pièce annexée, un nes-

posable tamponne un document, puis distribue un Glock à l'un des gardes. Service de sécurité ou forme de milice, la structure reste subtile. Juste à côté, Talal Arslan, entouré d'une autre dizaine d'hommes, est assis contre un mur sur des coussins à même le sol. C'est un homme plutôt petit, à la moustache garnie, qui parle d'une voix cassée comme s'il s'amusait à imiter Al Pacino. «Druzes du Liban, de Syrie, de Jordanie et de Palestine... Nous sommes des frères autant que des étrangers les uns pour les autres. Les massacres des Druzes en Syrie nous affectent directement, nous, Druzes du Liban. Mais chaque communauté doit être libre de faire ses choix, de traverser ses épreuves à sa façon, de prendre la main qui lui est tendue. Entre ingérences saoudiennes, turques, israéliennes et un pouvoir illégitime d'islamistes en Syrie, il en va de la survie de notre communauté de nous rallier à celui qui nous causera le moins de tort», tranche le Prince, en posant chaque mot dans des phrases longues, parsemées de silences et de râles.

Talal Arslan et ses fidèles ont longtemps été critiqués pour leur soutien au régime de Bachar al-Assad, leur négation de la responsabilité syrienne dans les attaques chimiques contre des civils, la minimisation des exactions commises contre le peuple syrien, ou leur soutien au Hezbollah lors de la dernière guerre face à Israël, qui lui a fait perdre bon nombre de partisans, partis chez son rival Joumlabt. Aujourd'hui, «les choses sont différentes», poursuit le Prince, pour expliquer comment, en deux mois, il est passé de fervent opposant à Israël à figure modérée saluant «la défense des Druzes en Syrie» par ce même acteur. «Je vais vous poser une question, quels choix ont les Druzes depuis plusieurs dizaines d'années? J'ai soutenu Bachar, je ne soutiendrais pas Ahmad al-Chara (NDLR: le nouveau président syrien). J'ai condamné Israël pour ses crimes au Liban et en Syrie. Mais aujourd'hui, quels choix ont les Druzes? Quand le mur se rapproche, il est normal de passer par la première brèche. La survie dicte les alliances. La morale passe après.» Une politique survivaliste partagée par Walaï Joumlabt, le socialiste, le faiseur de rois, dont l'influence dépasse la seule sphère druze. «Beaucoup de gens qui ne le connaissent pas pensent qu'il est sénille, parce qu'il change d'avis toutes les cinq minutes, confie Amira, Druze syrienne, ...

«Nous ne faisons plus partie de la Syrie. La Syrie, c'est le passé.»



A Hasbaya, village druze du Sud-Liban, résonnent épisodiquement des tirs de l'armée israélienne.

... qui a fui Soueïda et la Syrie en 2012 et a pu rencontrer à plusieurs reprises l'homme providentiel. Moi, je pense plutôt qu'il est extrêmement stratégique et malin. Chez Joumblat, la promesse meurt au bout de la langue. Certains pensent qu'il fournit des armes en cachette aux Druzes de Soueïda. D'autres le considèrent comme le garant de la sécurité de notre communauté à Damas. Ce qui est sûr, c'est qu'il a joué un rôle dans la libération des 60 otages druzes après les massacres de Soueïda en juillet 2025. Sûr aussi, les tueries entre Druzes sont toujours venues de son camp. Il peut porter toutes les casquettes. Sauveur, bourreau. Serpent, lapin.»

Diaspora dans son propre pays

«Si tu es Druze et qu'on le sait, tu peux être tué», affirme Monzer à voix basse dans un café de Jaramana, quartier druze de Damas. Cet activiste politique a le visage parasité de tics frénétiques, les yeux sautant à chaque syllabe et les épaules projetées vers l'avant. «Excusez-moi, c'est dû à des stress post-traumatiques, souffle-t-il entre deux bouffées de chicha. Al-Charaa ne nous laisse pas tranquilles. Il ne nous protège pas. Au contraire, il ferme les yeux quand ses forces de sécurité aggriment. Cela passe par l'impossibilité de porter nos vêtements traditionnels, par des remarques, des insultes sur notre appartenance religieuse. Parfois, pour ne pas dire souvent, leur haine s'exprime par la violence la plus gratuite qui soit. Ne vous méprenez pas, l'armée syrienne est truffée de djihadistes,

Pas d'anciens repentis, mais de ceux qui attendent leur heure.»

Monzer refuse de raconter ses traumatismes et garde cachés les stigmates de séances de torture présumées. A 50 ans, il a connu plusieurs fois les geôles de Bachar al-Assad pour son implication dans des «ONG humanitaires». Selon lui, son appartenance druze lui a valu une certaine clémence, car le régime préservait un statu quo avec les Druzes pour éviter leur implication active dans la résistance. Cela n'a pas empêché le pouvoir d'emprisonner des membres de cette communauté. Monzer insiste, car les Druzes ont souvent été vus par d'autres Syriens comme de simples alliés de Bachar. «Je condamne ceux qui avancent que les Druzes de Syrie ont un jour soutenu le boucher de Damas. Je sais ce qu'a été dit du côté libanais, chez les joumblatistes. Les Druzes ont souffert pour la résistance, ont donné leur sang pour la liberté. Comme le reste des peuples syriens, nous voulions être libres. Qu'avons-nous aujourd'hui? Un nouveau pouvoir qui nous enclave, nous refuse encore plus de liberté qu'à l'époque de Bachar.»

Monzer se dit prisonnier de Jaramana, en siège latent, coupé du reste de la Syrie. De Damas même. Des checkpoints contrôlent les accès au quartier. En son sein, les patrouilles sont plus fréquentes qu'ailleurs. Bien que l'écrasante majorité des habitants soient druzes, l'appartenance se murmure, les yeux à la recherche d'une mauvaise oreille. La simple évocation de Soueïda, «ville martyres Druzes, impose plus de prudence

encore. «Jamais je ne pourrais passer les checkpoints des forces de sécurité. Les forces de sécurité m'éconchaient viv. A Fabri des regards. Dans un fossé aride où mon corps sécherait dans le sable. C'est ce qui est arrivé à des amis il y a quelques semaines. Ne croyez pas que la Syrie est en paix. Ce serait condamner notre minorité, et toutes les autres.»

Soueïda, rêve d'indépendance

Pas moins de quinze checkpoints séparent Jaramana et Soueïda, distantes de deux heures de route. Soit un contrôle toutes les huit minutes autour de la «capitale druze». En juillet 2025, des affrontements partis d'enlèvements et de reprises entre groupes armés druzes et tribus bédoouins ont dégénéré après l'entrée en scène des forces gouvernementales syriennes. La violence s'est transformée en massacres de civils druzes, avec des exécutions sommaires, des incendies criminels et des vols de masse. Autoproclamé «protecteur des Druzes», Israël a sommé les forces syriennes d'arrêter la tuerie par plusieurs bombardiers, dont le président à Damas. Depuis lors, Soueïda s'est fermée comme une huître, traumatisée par ce que l'ONU qualifie de crimes contre l'humanité, cherchée par les Bédoouins et les forces gouvernementales. «Pourquoi allez-vous voir ces terroristes?», demande Ramehd. Ce jeune Syrien âgé de 25 ans, membre des forces de sécurité, fuit d'assaut en bandoulière, campe au principal checkpoint vers Soueïda. Il y contrôle quiconque souhaite traverser ce qui ressemble à une fron-

Dans une rue de Soueïda, le drapeau druze côtoie celui d'Israël.



Bahaa, un habitant de Soueïda, a perdu une jambe dans l'attaque des Bédoouins syriens sur la ville en 2020.

tière sécurisée. Chaque camion est fouillé, chaque étranger interrogé, chaque Druze scruté puis relâché. Seule une autorisation officielle de l'armée syrienne offre une faible chance de passage. «Ces gens font de mauvaises choses avec Israël. Ils ont peur de nous. Je ne sais pas pourquoi. Vous allez voir, on est beaucoup plus sympas qu'eux», affirme le jeune soldat dans un anglais académique, comme s'il récitait une partition propagandiste.

Une fois le checkpoint traversé, la rétrocession de Ramehd à Israël prend tout son sens. Soueïda vit aux couleurs de trois drapeaux. Le druze, à cinq bandes de couleurs horizontales. Celui d'Israël, bisé sur les ronds-points, les maisons, et vendu en petit format dans les épiceries. Celui de la «garde nationale», étoile blanche sur fond noir, logo de la force armée druze, créée en réaction aux massacres de juillet.

Le major Talal Amir, uniforme premier prix vierge d'écrasement et dégaîne de père de famille plus que de militaire entraîné, présente sa ville comme un terrain de survivants, de «Druzes en voie de libération». L'homme dépêtit les pires atrocités vécues par les civils de Soueïda, en détail, sans jamais relâcher son sourire. «En une journée, plus de 40 femmes ont été assassinées et violées sur la place publique. Les enlèvements et attaques sont hebdomadaires», poursuit l'homme, en se recroquant. «Si Israël n'était pas intervenu ce jour de juillet, je ne serais pas là

à vous parler. La ville entière serait tombée», conclut le major.

Le régime rassemblé d'anciens militaires du régime déchu, des barbers, des carrossiers, des jeunes femmes et des quinquagénaires réorientés. Beaucoup cherchent un emploi, une arme, un élan de patriotisme mêlé au désir de vengeance, la sensation d'assurer leur défense face aux agressions répétées des Bédoouins. La «garde nationale» n'a pas fière allure. Elle gonfle ses muscles sans paraître capable de se défendre durablement. Le major en a conscience face à cinq de ses hommes débraillés, qui se disputent l'arme pour poser sur la photo. «Il n'y a que peu d'options pour nous permettre de survivre. Nous voulons créer un corridor d'approvisionnement avec Israël via le Golan. Pour gagner notre indépendance, former notre Etat. Mais le plan B nous va bien aussi: devenir un territoire autonome rattaché à Israël. Nous ne faisons plus partie de la Syrie. Plus jamais nous ne le serons.

La Syrie, c'est le passé.»

Le discours guerrier et indépendantiste druze a rapidement trouvé écho dans la sphère militante et civile de Soueïda et de Jaramana. Serait-tu de fou celui qui oserait nier que la survie des Druzes syriens dépend aujourd'hui de l'Etat hébreu. Bahaa, lui, n'est pas fou. Il certain qu'Israël soit la solution. Il était en première ligne lors des attaques de Bédoouins sur Soueïda, où il a perdu une jambe. Maladroït avec ses béquilles, l'homme d'une cinquantaine d'années monte une à une les marches de sa maison clouée. Il ne dit pas un mot. Ne se soucie pas de ses vêtements froissant la sue. Il cherche une confirmation par le regard. Que des témoins s'indignent de ce que fut sa vie. Aujourd'hui, il vit encore dans cette maison avec son épouse, dans une cuisine de quinze mètres carrés, seule pièce relativement épargnée. Depuis le dernier étage de sa bâtisse noire et sainte, il regarde par sa fenêtre à barreaux. Son regard se perd dans la plaine de Damas, avant de pointer du doigt les positions bédoouines, le Golan et sûrement sans s'en douter Hasbaya, le Liban: «Ils sont arrivés par là. Je ne me souviens plus du reste. Je veux juste vivre en paix.

«En une journée, plus de 40 femmes ont été assassinées et violées sur la place publique. Les enlèvements et attaques sont hebdomadaires», poursuit l'homme, en se recroquant. «Si Israël n'était pas intervenu ce jour de juillet, je ne serais pas là

Reportage réalisé avec l'aide du fonds pour le journalisme de la Fondation Waldemar-Brazovics.